

NOTRE DOSSIER

L'évolution des métiers de l'animation



Edito

L'éducation populaire est un partenaire de plus en plus reconnu de l'Education Nationale. La nouvelle réforme aurait pu confirmer et renforcer ce couple qui détient la clé du succès d'un mieux-être à l'école élémentaire. Il faut avouer que nous restons sur notre faim. Mais nous ne perdons pas espoir !

Nous replonger dans l'histoire qui a permis l'évolution des métiers de l'animation nous a paru apporter un éclairage intéressant, ne serait-ce que pour amorcer un futur débat que nous appelons de nos vœux sur la place et le statut du professionnel de l'animation.

L'animateur, hier bénévole, est aujourd'hui devenu un professionnel diplômé et qualifié. Les sujets abordés dans ce numéro illustrent, bien que partiellement, la diversité et la complexité des missions qui lui sont confiées.

Le travail de coordination que nous menons dans le Quercy Caussadais en est un exemple qui mérite d'être porté à la connaissance de tous. Il répond à notre attachement à favoriser le développement du tissu associatif sur nos territoires.

Vous savez également l'importance que notre réseau accorde à la formation. Nous nous pencherons sur la démarche pédagogique innovante que nous menons avec un partenaire de qualité auprès de nos équipes petite enfance.

Dans un autre domaine, la cellule de Lutte Contre les Discriminations (LCD), composée de salariés et d'administrateurs de notre réseau, invite structures et associations à faire oeuvre de création sur le thème « Animons nos différences ».

Les productions des équipes participantes (expositions, chants, danses, vidéo...), seront mises en scène lors d'un grand rassemblement le 27 juin 2015 à Cazères. Ce sera l'occasion, pour notre mouvement d'éducation populaire, de rappeler que l'art et la culture sont indispensables pour éveiller nos consciences frileuses, stimuler notre imagination, et débusquer nos peurs.

Célébrer et nourrir les richesses de la diversité, c'est l'un des objectifs de l'association Arpalhands qui s'appuie sur la connaissance et la transmission de la musique et de la danse traditionnelles pour s'ouvrir à d'autres cultures voisines ou plus éloignées. Il allait de soi que nous consacrons un article à ce partenaire que nous avons la chance de compter parmi les membres de notre réseau.

Le ciment de toutes ces actions n'est-il pas la volonté de fédérer les énergies qui contribuent à nous grandir, à nous rassembler, à nous enrichir ? C'est cette dynamique, dans toutes ses formes, que nous avons souhaité mettre à l'honneur dans ce numéro.

Gérard ARNAUD - Président LE&C Grand Sud



Loisirs Education & Citoyenneté
Grand Sud

Sommaire

L'actu du réseau - P2

Grandir sans renier nos idéaux - P3

l'association ARPALHANDS - P4

Choisir - décrire - prouver - P5
la richesse des acquis de l'expérience

NOTRE DOSSIER - P6 et 7
L'évolution des métiers de l'animation

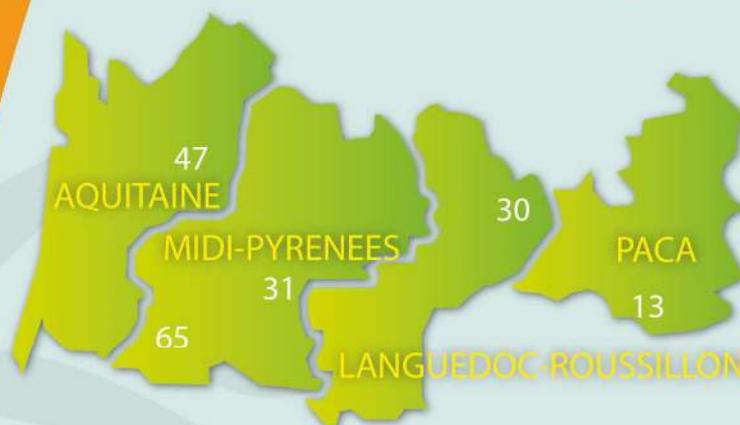
**La communauté de communes
du Quercy Caussadais - P8 et 9**
une coordination réussie

l'accompagnement des équipes petite enfance - P10

Tous ensemble, animons nos différences - P11

Ressources - P12

L'ACTU DU RESEAU



Répartition géographique des nouvelles implantations portant exclusivement sur les NAP

La mise en place de la réforme des rythmes scolaires en septembre 2014 a été un véritable défi pour notre association et les équipes d'animation qui la composent. Grâce à l'expérience que nous avons pu capitaliser en nous mobilisant dès l'origine, en 2013, sur cette question, nous avons été repérés sur nos différents territoires d'intervention comme un interlocuteur capable de mettre en place de manière efficace une organisation, une dynamique et des activités répondant aux exigences de la réforme.

■ Dans le domaine de l'animation

A quelques rares exceptions près, l'ensemble des contrats portant sur nos « activités traditionnelles » (accueils de loisirs enfance/jeunesse) ont été renouvelés. De nombreuses collectivités comme Coudoux et Le Puy Sainte Réparate dans les Bouches du Rhône ou encore Bourg Saint Bernard et Vallesvilles en Haute-Garonne, y ont intégré l'organisation et la mise en place des NAP (Nouvelles Activités Périscolaires).

Par ailleurs, certaines collectivités qui géraient en direct leurs temps d'accueil, ont souhaité s'appuyer sur les compétences d'une organisation structurée. Elles ont fait appel à nous pour les accompagner dans l'élaboration du PEDT (projet éducatif de territoire) ou encore pour mettre en oeuvre les NAP. C'est le cas de Vers Pont du Gard, Meynes et Saint Chaptès dans le Gard ; du SIWU d'Auriac - Cambiac - la Salvetat, Vallesvilles, Lacroix Falgarde, Saint Rustice en Haute-Garonne ; de la commune de Louey dans les Hautes-Pyrénées.

Enfin, la Communauté de Communes du Pays de DURAS (47) nous a confié la gestion de son ALSH intercommunal, nous donnant ainsi l'occasion d'exercer notre mission sur un nouveau territoire, le Lot et Garonne. Nous avons également été désignés pour gérer les deux ALSH de la commune de Saint Lary Soulan dans les Hautes Pyrénées, et la commune de Plaisance du Touch (31) a élargi au volet prévention la délégation qu'elle nous avait confiée sur la jeunesse.

■ Dans le domaine de la formation

Les projets de formation à destination des salariés, bénévoles et stagiaires de l'animation volontaire visent à permettre à tous d'améliorer leurs pratiques professionnelles.

Le programme de formation continue 2014/2015 propose, non seulement à l'ensemble des salariés du réseau, mais aussi à toute personne exerçant son activité professionnelle dans le domaine de l'animation et de la petite enfance, des formations courtes, sur un ou deux jours, permettant d'acquérir de nouvelles connaissances, d'apprendre ou d'approfondir de nouvelles pratiques d'animation.

D'autre part, la démarche de formation au management, engagée en 2013/2014 à destination des responsables de structures, se poursuivra au cours de 3 sessions de formation autour de l'analyse des pratiques managériales, la communication – le langage et la transmission, et enfin la gestion et la prévention des situations conflictuelles.

En termes de formation professionnelle, nous projetons d'organiser :

- Dès le 19 janvier 2015, une nouvelle session du Certificat de Qualification Professionnelle Animateur Périscolaire (CQP AP) qui se déroulera en parallèle de la session en cours.
- En avril 2015, une nouvelle session du BPJEPS pour laquelle nous avons d'ores et déjà déposé auprès de la DRJSCS une déclaration d'ouverture.

En ce qui concerne notre programme de formation volontaire, il propose des sessions de formations générales et d'approfondissement ou qualification dans plusieurs départements (Ariège, Bouches du Rhône, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Tarn). Notre intention est résolument de faciliter l'accès à la formation en proposant des sessions en externat, au plus près des territoires.

Nous participons également au Plan de formation coordonné et financé par la DDCS de la Haute-Garonne, à l'attention des directeurs et animateurs d'accueils de loisirs travaillant en Haute-Garonne. Nous appuyant sur les compétences diverses de notre réseau, nous avons été en mesure de proposer 3 formations sur les thématiques suivantes :

- Développement du jeune enfant et accueil des familles
- Des jeux d'écriture à l'atelier d'écriture
- La ludothèque : optimiser son fonds de jeux et les espaces dédiés en accueil de loisirs

Chantal GARCIA

Chargée de communication LE&C Grand Sud

GRANDIR SANS RENIER NOS IDEAUX ?

Notre association est née il y a dix ans, l'occasion pour nous de nous pencher sur notre jeune passé et de nous interroger sur notre identité, notre spécificité dans le paysage de l'éducation populaire, et de définir des perspectives d'avenir dans un contexte national bien morose, il faut l'avouer.

La professionnalisation des métiers de l'animation, l'ouverture des marchés publics à la concurrence, ont confronté peu à peu les associations à une exigence nouvelle et qui s'avérera existentielle pour certaines, celle de la gestion des activités et des personnels au service d'une commande publique territoriale. Une réalité qui n'était pas celle des débuts de l'éducation populaire.

Cela reviendrait-il à dire que nous ne serions plus que des prestataires ?

Que reste-t-il alors de l'élan porté par les idéaux de l'après guerre... ceux qui sont nés de l'extraordinaire révolution sociale et culturelle qu'ont représenté les premiers congés payés, ceux qui ont suscité le développement des clubs, foyers et autres organismes portés par des bénévoles engagés dans une action sociale, éducative et politique avec le fol espoir de changer la société ?



Tout cela relève-t-il d'un passé révolu ?

Perdrait-on cet héritage ? Ce patrimoine construit patiemment par des générations est-il appelé à disparaître, à se déliter face aux enjeux du marché qui créent de fait compétition et concurrence entre les associations ?

LEC Grand sud est né dans ce contexte

Elle a choisi de relever ce défi : grandir sans renier ses idéaux, répondre aux contraintes de la gestion d'une entreprise de l'Économie Sociale et Solidaire en maintenant son ancrage dans la dynamique associative animée par un réel projet éducatif. Nous le savons, cela demande vigilance et discernement.

Cela suppose aussi une pratique représentative, démocratique et transparente : un conseil d'administration composé uniquement de bénévoles, une indépendance totale vis à vis des appareils politiques, des projets concrets qui réunissent salariés et administrateurs autour de thématiques fortes, un réseau associatif qui se développe d'année en année...

Sur le terrain, nous sommes au service des politiques éducatives, pour lesquelles nous apportons nos compétences, nos savoir-faire. L'expérience acquise, nos salariés ont à cœur de la partager avec les élus dans l'intérêt des enfants et des jeunes dont nous avons la charge.

Le travail de qualité qu'ils ont le mérite de mener en s'adaptant à la variété des contextes et des situations n'est possible que parce que l'ensemble de nos activités est encadré par une gestion humaine, administrative et financière à la fois attentive et rigoureuse.

Des métiers différents composent cette chaîne complexe qui concourent tous au même service, pour un même projet. Un sang irrigue cette grande entreprise, celui de la formation. Elle éveille les esprits, enrichit et structure les expériences acquises, donne accès aux diplômes, ouvre de nouveaux horizons et développe les potentialités de la personne. Nous y consacrons une part importante de notre budget.

Ce vaste chantier où oeuvrent tant de compétences complémentaires prépare l'avenir des métiers de l'animation. Il est temps que nos gouvernants songent à leur donner toute leur place. Nous serons de ceux qui y veilleront.

Le Conseil d'Administration de LEC Grand Sud



L'ASSOCIATION ARPALHANDS

Créée il y a plus de vingt ans, l'association des Arpalhands n'a cessé de se développer pour devenir aujourd'hui une des principales structures régionales d'enseignement, d'animation et de diffusion, en matière de musique, de chants et danses traditionnelles.

A son origine, dans la foulée du mouvement « revivaliste » de la fin des années 70, elle développe son action sur son territoire de prédilection autour de la culture occitane. Rapidement, elle refuse tout enfermement identitaire pour partir à la découverte et à la rencontre d'autres cultures « celles du monde ». Elle fait sienne cette idée que « nous ne sommes pas le produit d'un sol mais de l'action que l'on y mène »* Félix Castan

■ Des objectifs d'éducation populaire

A ce titre, les objectifs de l'association Arpalhands se déclinent dans ceux de « l'éducation populaire », ceux d'une action menée en faveur des échanges, de la formation et des pratiques collectives de la musique, du chant et de la danse traditionnelle. Des pratiques certes enracinées mais en perpétuelle évolution sur les chemins de la création.

L'association, gérée par des bénévoles actifs, compte aujourd'hui plus de 200 adhérents. 170 personnes (enfants, jeunes et adultes) suivent régulièrement une activité musicale, chant ou danse. De très nombreux ateliers sont proposés et animés par des professeurs compétents, riches d'une longue expérience ou titulaires du DEM ou du DE « Musiques traditionnelles ».

Parmi les différentes disciplines enseignées aux côtés du violon, de la guitare ou de l'accordéon diatonique, nous trouvons des instruments plus spécifiques comme le tin whistle irlandais, la cornemuse des Landes, la flûte à 3 trous du Béarn ou le pandéro basque.

Les musiques traditionnelles, dans leurs fonctions sociales, sont très associées à la pratique collective de la danse. Bon nombre d'entre elles ne s'improvisent pas et font également l'objet d'ateliers réguliers au sein de l'association.

De nombreuses soirées sont organisées tout au long de l'année. Celles qui permettent à tous les pratiquants des ateliers (musiciens, danseurs) de se retrouver une fois par trimestre pour partager le fruit de leurs apprentissages, mais aussi les soirées où sont invités des groupes professionnels qui s'inscrivent dans une démarche actuelle de dialogue et de renouvellement et de création.



B. Montanaro/S.Cavez

■ Une action phare : Le festival fous d'archets du 25 février au 28 mars 2015

Tous les deux ans, dans un constant souci d'ouverture, l'association propose un festival autour de la thématique de « l'archet », (celui qui engendre la musique de par son frottement sur les cordes).

« Les organisateurs ont la même volonté de partage et de transmission des cultures. La démarche des artistes invités, s'inscrit parfaitement dans la politique que nous menons, en décloisonnant les genres et en créant des liens, des passerelles, entre groupes et musiciens de différents horizons » (Pierre Vieussens président d'Arpalhands).

Le festival propose des concerts, des bals, des stages, des spectacles jeune public, et donne à cette manifestation une véritable vocation régionale.

Pour sa 18ème édition, une partie de la programmation est accueillie sur la ville de Colomiers qui héberge l'association mais également, par souci d'ouverture, sur d'autres lieux de la périphérie toulousaine, la MJC du pont des demoiselles, le Bijoux, Music'halles à l'Espace Job.

Le Festival s'exporte également en région, à Sébazac en Aveyron et à Montréjeau dans le Comminges.

www.arpalhands.org

Jean Marc APIOU

Chargé de mission culture LE&C Grand Sud



La formation tout au long de la vie est prépondérante au sein du réseau LE&C Grand Sud. Quelque soit son niveau d'étude, son ancienneté, son parcours, ses envies personnelles et professionnelles, tout salarié a la possibilité de se former mais aussi de valider les acquis de son expérience. La VAE est un dispositif qui s'inscrit dans cette mouvance. Nous nous intéresserons à comprendre le processus de VAE des Diplômes Jeunesse et Sport, mais aussi le profil des personnes suivant le parcours. Enfin, nous mesurerons les enjeux de la VAE en matière d'atouts et de contraintes.

« CHOISIR, DÉCRIRE, PROUVER » : LA RICHESSE DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

La rédaction du dossier en lui-même nécessite de pouvoir dégager du temps car le temps d'écriture est un processus long et parfois un frein pour certains candidats. Il faut entrer dans la logique de la méthodologie de la VAE : « choisir, décrire et prouver ». Beaucoup se renseignent, démarrent la procédure et ne vont pas jusqu'au bout. Les candidats à la stratégie du moindre coût déchantent rapidement. D'autres, salariés à temps plein, ont de la difficulté à dégager le temps nécessaire.

Anne Vincent nous décrit : *« il y a ceux qui comprennent en cours de parcours, qu'ils n'ont pas assez d'expérience pour décrire la situation professionnelle. Il s'agit alors pour eux de compléter leurs compétences par une expérience professionnelle supplémentaire en cours de VAE ».*

Atouts et contraintes d'un tel processus

Selon les employeurs, le temps nécessaire à la démarche VAE est parfois difficilement palpable, car il n'est pas lié à un départ en centre de formation. Pour le candidat, il s'agit de changer sa posture habituelle : « j'apprends » en : « je sais et je le décris. » Il doit précisément décrire et analyser les situations professionnelles dans un type de processus d'écriture particulier.

Le dispositif VAE ne doit pas être entamé par défaut, faute de moyens d'entrer en formation ou dans l'unique but d'un déroulement de carrière. Au contraire, la Validation des Acquis de l'Expérience est une entrée dans un métier par la compétence. Le processus de transformation de la pratique professionnelle doit s'opérer tout autant en VAE qu'en centre de formation : trouver la ressource, se documenter, rencontrer d'autres praticiens et confronter les pratiques professionnelles. La VAE permet enfin un véritable aboutissement d'un parcours professionnel.

En 2013/ 2014, LE&C Formation a réalisé 15 accompagnements en vue de l'obtention du DEJEPS ou du BPJEPS. Au sein du réseau, Geneviève Desmaison, salariée sur le service enfance de Brax témoigne : *« La rédaction des différents livrets m'a demandé plusieurs mois d'un travail intense. J'ai tenu à aller jusqu'au bout de la démarche pour moi-même, comme un défi, car je n'avais pas besoin du diplôme dans le cadre de mes missions ».*

Le diplôme obtenu est ainsi une reconnaissance officielle d'un engagement professionnel.

Emilie BENTEYN
coordinatrice Enfance Jeunesse à Drémil-Lafage



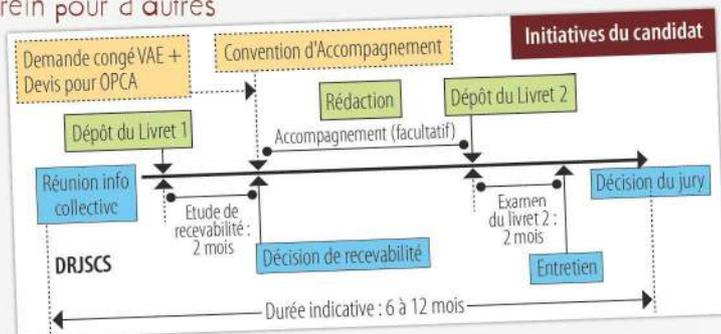
Un autre mode d'obtention d'un diplôme

Depuis 2002, la loi dite « de modernisation sociale » stipule que l'expérience salariée, non salariée et bénévole peut donner lieu à l'acquisition d'un titre ou diplôme. Le candidat doit tout d'abord mettre en oeuvre un dossier de recevabilité afin de vérifier les conditions d'éligibilité définies par la loi. Une fois l'avis de recevabilité obtenu, le candidat doit rédiger un dossier qui permettra au jury d'évaluer si les compétences requises par la certification sont acquises. Ce document est constitué de deux parties : une première partie dans laquelle le candidat justifie de son expérience et une seconde partie où il rédige une analyse descriptive de six pratiques minimum.

Processus d'accompagnement

L'accompagnement ne peut démarrer qu'une fois la recevabilité acquise par le candidat. Véritable aide méthodologique, il permet d'identifier les activités et les situations les plus pertinentes dans les expériences du candidat, au regard du diplôme, et de décrire avec une grande précision les activités que celui-ci a réalisées et qui montrent qu'il possède les compétences, aptitudes et connaissances requises par le diplôme. Anne Vincent, accompagnatrice VAE au sein de LE&C Formation explique qu'il est avant tout nécessaire « d'accompagner les personnes à se faire confiance ».

Le temps : un gage de réussite pour certains mais aussi un frein pour d'autres



L'évolution des métiers de l'animation



Le professionnel de l'animation aujourd'hui

Par delà les normes et les valeurs dont il se prévaut, le secteur de l'animation reste difficile à associer à une profession unifiée. Il recouvre un vaste champ hétérogène où les professionnels interviennent dans des secteurs spécifiques :

**le social,
le culturel,
le socio-éducatif,
le sportif...**

En termes de public, les professionnels de ce secteur s'adressent aussi bien aux enfants, aux jeunes qu'aux familles et aux personnes âgées. Le contenu même de leur travail, prend des formes très différentes selon les publics visés.

Ils sont par ailleurs de plus en plus confrontés à des systèmes d'actions complexes où s'articulent et s'imbriquent des paramètres interdépendants dans des registres sociaux, politiques, culturels, économiques.

De l'animateur en face à face pédagogique avec son public, au coordinateur responsable de la mise en place d'un dispositif territorial, les fonctions et les responsabilités diffèrent, elles nécessitent des compétences et des niveaux de formation extrêmement diversifiés.

Depuis son apparition dans les années 60, le champ professionnel de l'animation ne cesse de se développer avec son cortège de qualifications de diplômés et de nouveaux statuts contractuels.

Entre 1975 et 2005, le nombre d'animateurs professionnels est passé de 45 000 à 110 000 (Source : INSEE, enquête Emploi 2005).

De l'engagement militant à la naissance de nouveaux métiers

La genèse de cette professionnalisation s'inscrit dans l'histoire de l'éducation populaire. Cette dernière, qui s'est considérablement développée dans le sillage du Front populaire dont les mesures sociales ont ouvert l'accès aux loisirs et à la culture, a servi de vivier aux métiers de l'animation. L'engagement militant des pionniers investis dans les clubs et les foyers éducatifs a peu à peu laissé place à l'action de professionnels sensés accompagner les transformations de la société. Ils ont la charge de mettre en place des dispositifs confiés aux collectivités locales afin de répondre aux nouveaux besoins d'encadrement de l'enfance et de la jeunesse exprimés par les parents et l'école.

Ces commandes institutionnelles ont profondément modifié la mise en oeuvre de l'action éducative auprès de ces publics. En effet, Le boum économique de l'après-guerre s'essouffle, des difficultés d'insertion économique et sociale apparaissent. L'objectif assigné aux professionnels de l'animation par l'Etat et les communes est l'accompagnement de ce bouleversement social marqué par le développement des grands ensembles, des banlieues où s'installent progressivement les inégalités et la précarité. L'animation entre alors dans une approche territoriale intégrée dans des politiques transversales et communes à plusieurs administrations. Le quartier, la participation et l'action collective en constituent les trois références principales.

Des métiers qui se structurent autour de diplômes de plus en plus ciblés et techniques

Avec la montée en force de la « jeunesse » comme cible d'action publique, les grandes fédérations ont contribué activement et jusqu'au coeur des appareils ministériels à la construction et l'organisation du secteur politico administratif « Jeunesse et Sports » avec la promotion des conventionnements, des formations, des diplômes professionnels, ... L'animation s'institutionnalise, elle devient « métier » avec un ensemble de compétences et de prérogatives définies en termes techniques plutôt qu'idéologiques ou militants.

La professionnalisation

Dans les années 1990 et 2000, pour accompagner cette mutation, l'État met en place une nouvelle architecture des diplômes professionnels de l'animation en graduant les différents niveaux de compétence et de responsabilité. Chaque diplôme de l'animation répond, par ses options ou ses spécialités, à un métier précis, dans un emploi précis. Dans les années 2000, une filière universitaire s'est mise en place en cohérence avec le système européen. Du côté de l'Enseignement supérieur, le DUT carrières sociales option animation permet également une bonne insertion professionnelle, tout comme les licences professionnelles très spécialisées.

Aujourd'hui, les animateurs exercent dans la fonction publique (essentiellement dans les mairies) et le secteur associatif. Les salaires sont faibles et la précarité est l'une des plus fortes enregistrées pour l'ensemble des secteurs professionnels. L'éclatement des statuts, des niveaux de formation, des niveaux de rémunération, des conditions d'exercice laisse apparaître un espace professionnel structuré avec d'un côté, des individus âgés en emploi stable à temps complet et d'un autre des jeunes précaires à temps partiel.

La baisse des financements publics, les révisions annuelles réglementaires et législatives qui encadrent certaines activités concernant les mineurs, les changements d'employeurs dans le cadre des marchés publics, ... ajoutent de nouvelles problématiques.

Les effets de la réforme des rythmes scolaires

Dans le cadre de la refondation de l'école, avec la mise en place de la réforme des rythmes scolaires en septembre 2013, les associations et fédérations d'éducation populaire, principaux employeurs du personnel d'animation, se sont retrouvées en première ligne.

Cette réforme aurait pu être l'occasion de prendre en compte les spécificités et les attentes des professionnels de l'animation. Alors même qu'ils sont des partenaires incontournables des enseignants sur le terrain, mais aussi des élus dans la mise en place des politiques éducatives, ils n'ont pas vu de changements significatifs quant à la reconnaissance de leur métier.

Le constat est parfois amer et les équipes ont alors le sentiment de subir cette mise en place et de n'être qu'une variable d'ajustement au sein d'un dispositif complexe et dont la mise en oeuvre par les élus se traduit au bout du compte en termes de commande publique limitant la participation des animateurs à la seule organisation de temps de travail, de temps de présence et de taux d'encadrement.

Peut-on refonder l'école sans refonder ce qui l'entoure immédiatement ? La place du périscolaire ne peut se résumer à de la garderie ou à la simple juxtaposition d'activités. Les projets mis en place par les équipes d'animation ont à voir avec le bien-être de l'enfant, son épanouissement, sa capacité à développer sa personnalité, à mieux vivre ses temps de vie dont celui de l'école fait partie. Ils ne peuvent se réduire à de simples prestations de service.

Ces savoirs faire les animateurs les mettent en pratique souvent dans des situations précaires et des conditions de travail problématiques.

Les animateurs peuvent-ils encore se prévaloir des valeurs de l'éducation populaire ?

Ou autrement dit, le champ professionnel, qui s'est doté d'un paysage complexe de réglementations, de diplômes requérant des techniques et des savoirs, n'a-t-il pas asséché le terrain ensemencé par les bénévoles pionniers de l'engagement associatif auprès de la jeunesse ?

L'éducation populaire a longtemps été un espace d'expérimentation et de promotion des « pédagogies nouvelles » inspirées d'auteurs comme Freinet ou Montessori qui privilégient la mise en situation et l'expérience sur l'apport « vertical » des connaissances ; la négociation de la règle sur l'affirmation d'une autorité à priori fondée sur le seul statut de l'encadrant référent. Ainsi, ses valeurs la portent à favoriser les pratiques d'auto-encadrement des jeunes, favoriser le dialogue et les échanges, viser la prise d'autonomie des jeunes dans les activités, par le plaisir de la découverte et l'autorité négociée, améliorer la communication interpersonnelle... Tout ceci dans un cadre qui garantit les conditions du bien vivre ensemble, la laïcité.



Ces principes qui se proposent de former le futur citoyen et se soucient de l'épanouissement de la personne restent encore fortement exprimés dans les projets éducatifs des associations partenaires de collectivités locales. Il ne reste qu'à les mettre en oeuvre. Nos racines plongent dans ce vivier commun. Il nous appartient de leur donner toute l'énergie nécessaire, de nourrir notre action à cette source qui ne tarira pas si nous y veillons. Ne nous leurrions pas le bénévolat connaît ses limites, ses insuffisances, ses dangers. Répondre aux besoins des collectivités, à la nécessité d'une réglementation, d'une formation diplômante peut représenter aussi une dynamique et non pas obligatoirement un frein ou une perte des valeurs. Nous devons rester vigilants, agir auprès des responsables politiques pour que notre action soit reconnue à sa juste valeur et rester attentifs au respect des valeurs qui nous guident et nous meuvent. Cette mise en oeuvre est le moteur de notre action au quotidien.

Dossier préparé par :

Jean Marc APIOU
Chargé de mission culture

Gérard ARNAUD
Président de LE&C Grand Sud

Yannick OLLIVIER
coordinateur enfance/jeunesse AUSSILLON

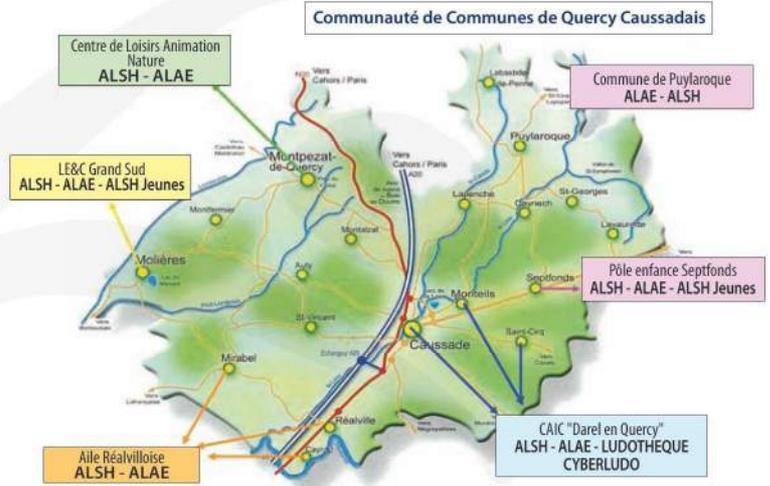


La Communauté de Communes du Quercy Caussadais Une coordination réussie

Depuis 1997, date de sa création, la Communauté de Communes du Quercy Caussadais a pour objectif le développement d'un espace de solidarité et la mise en oeuvre de projets d'intérêt communautaire entre les 19 communes qui la composent.

Elle est ainsi porteuse de la compétence jeunesse dont Loisirs Education & Citoyenneté Grand Sud assure la coordination. Rozenn AUBRY a pris en charge cette mission de développement et de projets autour de l'enfance et de la jeunesse.

Celle-ci est d'autant plus riche que nous sommes également présents sur ce territoire en tant qu'organisateur du service enfance jeunesse de la commune de Molières, et que nous comptons parmi nos associations affiliées celle qui gère l'accueil de loisirs de Montpezat de Quercy.



Des actions multiples et mutualisées

Afin de réaliser la mission qui lui est confiée, notre association organise et/ou aide à la mise en place de projets mutualisés regroupant des accueils de loisirs autour d'un même thème ou d'une même activité.

Séjours été / Rencontres inter-centres

L'investissement de la Communauté de Communes dans du matériel d'hébergement et de camping ainsi que le budget alloué à la mutualisation prouvent son engagement et sa volonté de soutenir les structures dans l'organisation de séjours « été » qui répondent aux envies des enfants et aux besoins des familles.



La coordination de ces actions est nécessaire pour favoriser l'échange entre les structures et suivre au mieux leur bon déroulement. Une visite des équipes sur site permet de vérifier si l'organisation et les activités sont bien en adéquation avec le projet initial, mais aussi de soutenir les animateurs si nécessaire.

La formation des animateurs

Depuis 2012, Rozenn a initié différents cycles de formation auprès des équipes d'animation en partenariat avec des intervenants spécialisés et les associations locales : Gestion des conflits/ Jeux de coopération/ Protection de l'environnement/ Théâtre Forum/PSC1 ... Ces rencontres permettent aux équipes d'enrichir leurs connaissances et leurs pratiques, de mieux se connaître, d'échanger et de créer des projets communs.

Rozenn AUBRY
Coodonnatrice



Mes missions sont globalement tournées autour de :

- **l'harmonisation et l'organisation de la coopération entre les accueils de loisirs** : il s'agit d'initier et pérenniser un dialogue constant avec et entre les structures afin de développer des actions mutualisées qui répondent à leurs besoins et leurs attentes,
- **le soutien aux communes dans leur politique enfance jeunesse**. Cela consiste à accompagner techniquement les collectivités dans le cadre de leur compétence enfance et leur relation avec le gestionnaire de l'accueil collectif,
- **la veille et l'analyse des besoins du territoire**. Il est important de rester vigilant de manière permanente aux difficultés et ressources présentes sur le territoire et d'en déduire des préconisations.

Plus spécifiquement, avec l'évolution des politiques éducatives, une mission d'accompagnement dans la mise en oeuvre de la réforme des rythmes scolaires s'est légitimement installée. J'informe, transmets des outils et organise avec les collectivités qui me sollicitent les comités de pilotage pour la réalisation, par exemple, en concertation, des Projets Educatifs de Territoire (PEDT).

En 2015, des échanges et analyses de pratiques vont se développer en partant du vécu professionnel des animateurs et de leurs préoccupations de terrain.

Toutes ces formations sont soutenues financièrement, dans le cadre de subventions, par la DDCSPP et l'ACSE (Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances).

A la recherche de l'eau avec « Frédo, l'écolo », pour sauver la planète
Dans le cadre d'un projet sur l'environnement destiné à former des équipes d'animations sur le thème de l'alimentation et des déchets.



Frédo l'écolo

L'organisation de conférences

En parallèle, la Communauté de Communes et LE&C Grand Sud organisent régulièrement des conférences à destination des élus, bénévoles associatifs, parents ou professionnels en faisant intervenir des spécialistes :

- **Madame DELVOLVE** (enseignant-chercheur à l'Université de Toulouse, ergonomiste spécialiste de l'aménagement des conditions de travail dans les établissements scolaires) pour débattre sur les activités scolaires et périscolaires en phase avec les rythmes biologiques de l'enfant, conférence proposée pour répondre notamment aux questionnements dus à la mise en place de la réforme des rythmes scolaires.

- **Monsieur FAUVEAU** (inspecteur de la jeunesse et des sports à la DDCSPP 82) pour intervenir sur les droits et obligations des associations.

Plus récemment, une conférence-débat sur le thème « Quelles actions pour la jeunesse ? » a eu lieu le 13 novembre et a rassemblé des acteurs locaux venus apporter leurs expériences et leurs témoignages afin d'aborder les questions essentielles comme comprendre les jeunes pour mieux agir et débattre des intérêts et des attentes des jeunes du territoire. Madame Isabelle RICARD en tant que thérapeute familiale et formatrice au centre de la non-violence à Colomiers (31) est notamment intervenue pour revenir sur les rapports parfois difficiles entre jeunes et adultes.



Mme DELVOLVE



M. FAUVEAU



Une contribution certaine au développement de l'activité

Par l'analyse des besoins du territoire, par le développement du partenariat local, départemental et régional, par la recherche de financements pour des actions spécifiques et par le soutien des communes dans leur politique globale enfance jeunesse, la coordination que propose notre association contribue de façon déterminante au développement et à l'enrichissement de tout un territoire.

Emmanuelle de LAUNAY
Secrétaire du service animation

L'ACCOMPAGNEMENT DES EQUIPES PETITE ENFANCE

Le travail dans la petite enfance possède de nombreuses facettes, c'est un métier complet qui demande sans arrêt de se positionner tant pédagogiquement qu'humainement. Ainsi l'organisation des repas, la proposition des siestes, les temps de transitions, ou encore les activités proposées sont autant de questions qui demandent une grande réflexion de la part des équipes.

Les habitudes, le temps, les cadres posés il y a longtemps, engendrent parfois des situations qui mettent en difficulté les équipes sur le terrain sans que l'on puisse dire ni pourquoi, ni comment...

Dans ce contexte, et pour répondre aux besoins de réactualisation des connaissances, LE&C Grand Sud a fait le choix de faire appel à un organisme « l'EnfantScop » afin de permettre aux professionnelles de dénouer leurs pratiques de façon à la fois enrichissante et réflexive.

« l'enfantscop »
Leur domaine de compétences est multiple

Nous les avons choisi pour des valeurs communes à LE&C Grand Sud : inscrire l'employé dans une démarche de formation-action, favoriser son bien-être, son enrichissement... mais aussi favoriser le bien-être des enfants sur le terrain. Il s'agit de favoriser la coopération, la coéducation et la bien-traitance pour laisser la possibilité à tous d'accéder à une qualité de service optimale.

Inscrite dans une dynamique professionnelle, l'EnfantScop propose aussi des suivis VAE, des formations, des interventions thématiques.

De façon plus globale, elle propose aussi des événements autour des thématiques de la petite enfance et apporte son soutien à l'éducation en proposant des ateliers parents enfants, des suivis individualisés ou des groupes de parole.

L'intervention de l'Enfantscop est une formation-action.

Les séances se déroulent en deux temps. Une première réunion d'équipe avec l'ensemble du personnel permet de définir les axes de travail en fonction des problématiques vécues sur le terrain. Selon la dynamique d'équipe, les intervenantes peuvent se mettre en observation sur des temps ciblés.

Activité jardinage en multi accueil

Dans un second temps, elles partagent le fruit de leurs observations avec les professionnelles tout en favorisant l'analyse, l'échange autour du positionnement et des choix pédagogiques.

Depuis décembre 2013, les équipes des **Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant de notre réseau** bénéficient de cet accompagnement. Les structures de Saint-Jean, Aussillon et Layrac sur Tarn (SIGEP) ont terminé la première session en août 2014, les structures de Mercus-Garrabet, Sainte-Croix Volvestre et Oust ont commencé en septembre dernier.

Témoignages

« C'était super de pouvoir échanger librement de tout : l'association, le vécu d'équipe, etc... sans être jugée. C'est positif de s'être fédérées autour d'un projet commun, toutes ensemble, en équipe soudée, c'est vraiment ce que le dispositif a permis. En plus, nous avons traité des sujets pratiques et vraiment en lien avec le terrain, avec nos besoins spécifiques ».
> Aurélie, Educatrice de Jeunes enfants Multi accueil du SIGEP

« L'enfantscop nous a donné l'occasion d'apprendre à mieux communiquer en équipe et de gérer les conflits grâce à un temps de « parole libre et encadré ». Nous avons appris à travailler sur le factuel et non sur de l'interprétation, tant dans notre relation d'équipe que dans nos relations avec les familles. Nous avons été accompagnées pour travailler sur une réorganisation de la journée des enfants. Pour cela, nous avons travaillé à l'aide de fiches qui nous ont fait partir d'une « situation observée à faire évoluer » L'équipe a pu ainsi se saisir de ce support pour proposer des améliorations, expérimenter des solutions et en retenir une que nous testons actuellement. Il nous semble important que cette action puisse être renouvelée. Même si au départ, certaines personnes étaient perplexes quant à la nécessité de ces interventions, le bilan est très positif pour l'ensemble de l'équipe qui souhaite pouvoir continuer à avoir ces temps d'échange et de parole ».
> Nathalie MAFFRE, Directrice du multi accueil d'Aussillon

Au vu des retombées positives de cette formation action, des actions seront engagées sur l'enfance.

Julie MARTY PICHON
Chargée de mission petite enfance

Noémie LAURENS
Directrice du Multi accueil du SIGEP

TOUS ENSEMBLE, ANIMONS NOS DIFFÉRENCES

Dès 2010, « Regards Croisés » présentait l'engagement de LE&C Grand Sud dans la Lutte Contre Les Discriminations. Quelques années plus tard, notre édition de décembre 2013, établissait un premier bilan des actions mises en place : actions de formation, création d'un poste de chargé de mission handicap, mise en place d'une cellule de veille, création d'outils techniques et pédagogiques (mallettes techniques, clef USB, malles pédagogiques). Aujourd'hui, notre journal présente la poursuite de ce travail.

La cellule de veille LCD a initié un projet « animons nos différences » qui est en cours de préparation au sein du réseau. Il nous implique tous, petits et grands. Il s'adresse aux enfants et aux jeunes des structures enfance jeunesse LE&C mais aussi au grand public, aux familles, aux adhérents, aux partenaires et aux associations souhaitant participer. **La finalité du projet est d'inscrire un changement durable des mentalités, de travailler sur les représentations, les stéréotypes et les préjugés.**

Le concept : fédérer autour du thème de la diversité en créant un événement festif et collectif.

Lors d'un rassemblement qui aura lieu le samedi 27 juin 2015 à Cazères, chaque structure participante présentera son projet, sous la forme de son choix (exposition, projection, lecture, affiches, BD, spectacle, représentation...). Parallèlement, des forums, tables rondes, débats seront organisés et permettront au public de participer activement à la journée qui sera clôturée par un concert.

Pour les animateurs des structures LE&C, cela représente, tout au long de l'année scolaire, l'opportunité de mettre en place un projet, avec les enfants et les jeunes, sur la thématique de la non-discrimination, du handicap, de la diversité. Cette réflexion permettra d'éveiller l'esprit critique de nos publics, leur donnera la possibilité de traiter ensemble et collectivement de sujets liés à cette thématique. Elle permettra également aux animateurs de travailler autour de la prévention des discriminations.

Dès à présent, les structures réfléchissent à leur implication. Pierre Brame, animateur du Point Accueil Jeunes de Fontenilles, envisage la participation des jeunes :

« Pour participer à cette journée, je voudrais produire une représentation théâtrale sur une pièce traitant des discriminations, et en particulier du racisme. Je suis à la recherche d'une pièce qui plairait aux jeunes. Si nous trouvons ce texte, ce que j'espère, nous participerons alors à cette manifestation « Animons nos différences » du samedi 27 juin 2015 ».



François Busardo, Directeur du Point Accueil jeunes de Cornebarrieu nous communique quelques informations sur la participation de la structure :

« Il y a 3 ans nous avons été primés au concours de courts-métrages "Buzzons contre le sexisme". Notre groupe de jeunes ados a réalisé un film court autour des inégalités hommes/femmes intitulé "Quelle histoire!?". Nous souhaitons le proposer pour diffusion le samedi 27 juin 2015. Quelques jeunes du groupe seront présents pour en parler.

D'autre part, depuis 4 ans, nous organisons à Cornebarrieu un événement visant à célébrer les différences. Pour cela, nous proposons à tous les habitants de la commune, via les jeunes, de confectionner un plat qui représente leur culture, leur région, leur pays d'origine. Le Point Accueil Jeunes tient à cette occasion un stand sur le marché du dimanche matin de 10h à

13h où ces mets d'ici et d'ailleurs sont proposés gratuitement aux visiteurs. Un film documentaire sera réalisé par un groupe de jeunes, en partenariat avec MAOMIX production, association vidéo de la commune. Nous souhaitons également présenter ce travail à la diffusion le samedi 27 juin 2015 et nous sommes ravis de pouvoir participer à ce projet ».

Rassembler autour d'un projet collectif solidaire telle est la volonté de notre association. Parce que personne ne devrait rester à l'écart des projets proposés pour quelque raison que ce soit, cette journée festive sera source d'ouverture, d'envie d'aller vers l'autre et de s'insérer dans un groupe. Elle illustre pleinement la cohérence entre les valeurs du projet éducatif de LEC et leur traduction en actes.

Valérie GUITARD

Responsable du service formation volontaire/Séjours

Au plaisir de LIRE

NOTRE SÉLECTION D'OUVRAGES SUR LE THEME « MIXITE FILLE/GARCON »

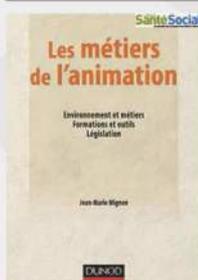
Documentation professionnelle



Éducation populaire, une utopie d'avenir - Cassandre Editions les liens qui libèrent/hors champs 2012

A partir des enquêtes menées par Franck LEPAGE

Cet ouvrage a d'abord vocation de transmettre une histoire extraordinaire et méconnue, mais il veut aussi donner courage et force à tous ceux qui ne se résignent pas à la réduction des pratiques culturelles et artistiques à la production d'objets marchands ou de signes de distinction pour une élite.



Les métiers de l'animation - Jean-Marie MIGNON - Editeur : DUNOD - Collection : Guides d'action sociale - Année : 10/2012

Après 30 ans d'existence, l'animation est devenue un système avec ses institutions, ses équipements et ses acteurs intervenant sur le triple registre de la régulation, de la promotion et de la valorisation dans des situations où les enjeux sont à la fois culturels, sociaux, économiques et politiques. On parle désormais de la profession d'animateur tout court (et non plus d'animateurs socioculturels) pour désigner des professionnels salariés essentiellement du secteur associatif et des collectivités territoriales (avec des statuts, des qualifications et des formations multiples)...

Éducation populaire & alternative démocratique. Texte de Marc Mangenot, économiste, membre de la Fondation Copernic et du Comité de pilotage du Collectif des Associations citoyennes, publié dans la revue "Résonances" n°XIX (octobre 2012),

Comment faire de la politique autrement ? Comment inventer des processus et des méthodes qui nous conduiraient à construire ensemble le bien commun, sans laisser à d'autres le pouvoir du savoir. Et si l'éducation populaire était la réponse à ce défi de l'alternance démocratique.

A LIRE A PARTIR DE 3 ANS



Un livre sur la protection de l'environnement : Quand nous aurons mangé la planète

Auteur : A. Serres - illustrateur : S. Bonann

Editeur : Rue du Monde - 2009

Nous sommes bien partis pour que tout aille bientôt très mal sur la planète. Nous puisons sans compter dans les ressources naturelles, qu'il s'agisse de l'eau ou des forêts. La Terre est en danger, l'homme le sait mais continue à l'épuiser. Le sujet sert de trame à cet album pour tout-petit. Pour illustrer ce texte, des créations débordant de vie et de couleur. Un mélange de papiers découpés et de bouts de photographies donne à cet album un tour enjoué.

A LIRE A PARTIR DE 7 ANS



Une fable sur le racisme : Les bêtes ont bon dos

Auteur : Alain SERRES - Illustrations : Aurélia FRONTY

Editeur : Rue du Monde, Collection « Pas comme les autres », 2014

Un livre esthétiquement magnifique pour illustrer le racisme ordinaire, à travers l'histoire d'un scarabée doré à tête noire. Le scarabée à tête noire accusé de tous les malheurs de la forêt, s'enfuit au bout du monde et la forêt que sa carapace dorée éclairait est plongée dans le noir.

Un outil de lutte contre les idées reçues et dont les illustrations rendent l'histoire totalement sensible.



Directeur de publication :
Gérard ARNAUD

Rédactrice en chef :
Chantal GARCIA

Equipe de rédaction :
Jean Marc APIOU
Gérard ARNAUD
Emilie BEYNTEN
Chantal GARCIA
Valérie GUITARD
Julie MARTY PICHON
Emmanuelle de LAUNAY
Noémie LAURENS
Kévin EYMER
Yannick OLLIVIER



DECEMBRE 2014 - N°14
7 rue Paul Mesplé - 31100 TOULOUSE
Téléphone : 05 62 87 43 43 - Télécopie : 05 62 87 43 44
www.loisireduc.org - contact@loisireduc.org
Journal semestriel édité par DESIGNEA

